



# Turquie Otan 2/2 : Vers une épreuve de force entre Erdogan et ses anciens lieutenants Ahmed Daoud Oglo et Abdullah Gül

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 31 janvier 2020

[madaniya.info](http://madaniya.info) 28 janvier 2020

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Premier article :



[Turquie-Otan: Vers un délitement de l'alliance entre la Turquie et l'OTAN? \(1/2\)](#), 22 janvier 2020

## 1- UNE ÉPREUVE DE FORCE QUI POURRAIT DONNER LE SIGNAL DE L'ÈRE POST ERDOGAN.

L'intervention turque en Syrie a mis en sourdine l'épreuve de force engagée depuis le printemps 2018 par Recep Tayyip Erdogan, d'une part, et ses anciens lieutenants, d'autre part, l'ancien premier ministre Ahmad Daoud Oglo et l'ancien ministre des Finances, Ali Babaçan, soutenu par l'ancien Président de la République Abdullah Gül.

L'issue de ce bras de fer pourrait déterminer la définition du contour du pouvoir en Turquie et, dans le cas de l'échec du président turc, donner le signal de l'ère post Erdogan.

Ce conflit entre les anciens frères d'armes se déroule sur fond du double revers électoral des municipales d'Ankara et d'Istanbul, en Avril 2019, en superposition à la pulsion vindicative de l'Arabie saoudite visant à déstabiliser le régime néo-islamiste, allié du Qatar et surtout le dénonciateur bavard de l'équarrissage du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, au consulat saoudien d'Istanbul en octobre 2018..

Telle est du moins l'impression qui se dégage aux observateurs à la lumière de la vive polémique qui a opposé Recep Tayyip Erdogan et ses anciens plus proches collaborateurs depuis la défaite électorale du printemps 2018.

## 2 - LE TRAUMATISME ÉLECTORAL D'ISTANBUL

La fronde n'est pas anodine en ce qu'elle vise un dirigeant généralement considéré comme l'un des plus importants de l'histoire turque, après Atatürk, le fondateur de la République.

Son succès ouvrirait au tout puissant président la voie à l'exercice d'un pouvoir absolutiste.

Son échec engagerait la Turquie sur la voie post Erdogan.

Depuis 2002, aucun parti politique turc, en dépit de son ancrage et de son ancienneté, n'a pu concurrencer le PJD. Mais la donne paraît avoir changé.

Des tracts on fait leur apparition en septembre 2019 à Ankara et les grandes villes turques annonçant la naissance de deux nouvelles formations politiques fondées précisément par les deux principaux lieutenants du président Erdogan, Ahmad Daoud Oglo, le théoricien de la nouvelle diplomatie ottomane de «zéro problème avec les voisins», et Ali Babacan, ancien ministre des finances et père de la prospérité économique turque, qui a valu au Parti de la Justice et du Développement (PJD) sa grande popularité durant les deux dernières décennies. M. Babaçan est soutenu dans sa démarche par M. Abdullah Gûl, ancien Président de la république.

La démission du PJD, en septembre 2019, de MM. Daoud Oglo et Babaçan devrait fragiliser le pouvoir de M. Erdogan, alors que le président turc fait face à une conjoncture difficile, tant en Syrie, à la suite des revers militaires de ses alliés relevant de la nébuleuse du terrorisme islamique, notamment à Khan Cheikhoun, en septembre 2018, que face à l'Otan.

La défiance des deux lieutenants ne porte pas tant sur le parti au pouvoir en lui même, la matrice originelle du néo-islamisme ottoman, mais sur la personne même du président qui a placé le PJD en coupe réglée, plaçant des hommes à sa dévotion aux principaux rouages de la formation.

Au terme d'un trimestre d'escarmouches verbales, le ton est brusquement monté en septembre 2019, lorsque M. Erdogan a qualifié de «traître» ces anciens compagnons d'armes. Une telle accusation dans les usages turques prélude généralement à des représailles.

Ahmad Daoud Oglo a alors présenté sa démission du PJD. Et, en réplique, il a menacé de faire des révélations «qui noirciraient les visages des personnes visées par les secrets étalés sur la voie publique».

«La période allant du 7 juin au 1 er Novembre 2016 a été la plus dangereuse de l'Histoire moderne de la Turquie», a assuré M. Daoud Oglo faisant allusion aux manoeuvres du Président Erdogan en vue de museler le «Parti Démocratique du Peuple», grand vainqueur des élections législatives turques.

Selahattin Demirtas, figure de proue de l'opposition de la gauche démocratique turque, a en effet été placé en garde à vue, dans la nuit du 3 au 4 novembre 2016, au cours d'un vaste coup de filet contre le Parti Démocratique des Peuples (HDP), portant sur onze membres de cette formation représentant majoritairement les Kurdes de Turquie.

Le prétexte invoqué par les autorités turques est leur lien présumé avec le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, la bête noire du régime.

Pour aller plus loin sur cette affaire, cf. ce lien: Selahittin Demirtas, figure de proue de la gauche démocratique turque en garde à vue <https://www.madaniya.info/2016/11/04/selahattin-demirtas-figure-de-proue-de-lopposition-d-e-gauche-democratique-turque-garde-a-vue/>

Partenaire réfractaire des Occidentaux, qui lui ont barré l'accès à l'Union Européenne, la

Turquie a opéré un rapprochement sensible avec la Russie, rival planétaire de l'Amérique, et l'Iran, la bête noire de l'Occident, à la faveur de la guerre de Syrie, dans le cadre des consultations tripartites du groupe d'Astana.

Ce rapprochement est intervenu dans la foulée du coup d'état anti-Erdogan de 2015 et le soutien accordé par les Américains et les Français aux séparatistes kurdes de Syrie. Il vise à prémunir la Turquie contre toute action hostile résultant de son rôle ambigu dans la guerre de Syrie, principale plateforme du transit des terroristes néo islamistes vers la Syrie et principal volant régulateur du flux migratoire arabe et moyen oriental vers l'Europe occidentale.

En prévision du 2<sup>me</sup> round des élections municipales d'Istanbul, M. Erdogan avait multiplié les ouvertures en direction des Kurdes, -qu'il réprime pourtant sur le plan interne et combat en Syrie-, allant jusqu'à faire miroiter la possibilité de la libération du chef historique du PKK Abdallah Oçalan, en contrepartie du vote de la population kurde en faveur du candidat de son parti à Istanbul, afin de lui sauver la mise.

Istanbul contitue un symbole politique et un enjeu économique. C'est à Istanbul en effet que Recep Tayyip Erdogan a remporté son premier succès politique, en 1994. Cette métropole fut son tremplin et le président turc aime répéter que «celui qui tient Istanbul tient la Turquie».

Depuis un quart de siècle, la gestion municipale a été à la fois la vitrine et le creuset de l'islamisme politique turc. Un enjeu économique, voire un enjeu financier vital pour l'AKP, car les municipalités - à commencer par Istanbul - alimentent les caisses du parti au pouvoir à travers des marchés publics.

L'opposition ayant remporté Istanbul, elle pourrait trouver des dossiers embarrassants dans les archives.

### **3- LA CRÉATION DE «GELECEKI PARTISI», LE PARTI DE L'AVENIR, D'AHMED DAUD OGLU ET L'ÉMERGENCE DE KHALMED KHOJJA, UN ANCIEN DIRIGEANT DE LA COALITION DE L'OPPOSITION OFF SHORE SYRIENNE COMME MEMBRE FONDATEUR DU PARTI TURC.**

Un mois après l'échec d'Istanbul, M. Ali Babacan, figure éminente du parti, claquait la porte de l'AKP évoquant de «profondes divergences» avec la formation présidée par Recep Tayyip Erdogan.

Ali Babacan a créé un nouveau parti politique avec l'ancien président Abdullah Gül, alors que l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, est fragilisé par les difficultés économiques et, sur le plan politique, par la perte de la mairie d'Istanbul au profit du Parti républicain du peuple (CHP, opposition laïque).

Dans les circonstances actuelles, la Turquie a besoin d'une «vision totalement nouvelle pour son avenir. Il faut corriger les analyses dans tous les domaines, développer de nouvelles stratégies, de nouveaux plans et de nouveaux programmes pour notre pays », a souligné Ali Babacan dans le communiqué annonçant sa démission de l'AKP.

« Il est devenu inévitable d'amorcer un nouvel élan pour le présent et l'avenir de la Turquie. Beaucoup de mes collègues et moi ressentons une grande responsabilité historique », a ajouté celui qui fut ministre de l'Economie et des Affaires étrangères avant de devenir vice-

Premier ministre d'Erdogan entre 2009 et 2015.

#### **4 - KHALED KHOJJA, ALIAS AL BITKINE KHOJA OGLO: UN SOUS-MARIN DE LA TURQUIE AU SEIN DE L'OPPOSITION OFF-SHORE SYRIENNE.**

Finalement, au terme d'un semestre d'escarmouches, Ahmed Daoud Oglu franchissait à son tour le pas, annonçant le 13 décembre 2019, la création de son parti «Geleceki Partisi», le parti de l'avenir, dont le bureau politique de nature pluraliste est marqué par la présence de personnalités arméniennes et aléviées de Turquie telles l'alévi Dogan Dirim. La communauté aléviée de Turquie compte 15 millions de personnes.

La grosse surprise est venue de la propulsion d'un syrien, Khaled Khojja, ancien dirigeant de la coalition de l'opposition off-shore syrienne comme membre fondateur du parti d'Ahmad Oglo. Naturalisé turc bien avant le soulèvement populaire de Syrie, le syrien s'était bien gardé de révéler sa double nationalité afin de ne pas compromettre son ambition de présider l'opposition soutenue par une coalition islamo-atlantiste et de dénoncer, par voie de conséquence, la duplicité de la Turquie.

Khaled Khojja, qui a dirigé la coalition de l'opposition syrienne en 2015, a été présenté au public lors du meeting de lancement du parti sous le nom d'Al Bitkine Khoja Oglo. Il figurait au 17ème rang des 154 membres fondateurs de la direction du nouveau parti. Ce qui en fait un membre de la garde rapprochée d'Ahmed Daoud Oglu.

Sa double casquette lui a permis en tout cas d'opérer un hold up sur l'opposition off shore syrienne pour le compte de la Turquie dans une apparente parfaite légalité. A «l'insu du plein gré» des services occidentaux?

Une telle révélation a plongé dans un profond embarras les parrains de l'opposition off shore syrienne, dupés par la duplicité turque en ce qu'elle pose la question de savoir si l'opposition anti-Assad était présidée par un turc, par abus de confiance d'Ankara vis à vis de ses autres partenaires, ou si Khaled Khojja a fait valoir a posteriori sa nationalité turque après la déconfiture de l'opposition off-shore syrienne et ses parrains occidentaux en Syrie. En tout état de cause, l'épisode Khaled Khojja, sous-marin de la Turquie dans la guerre de Syrie, contribue à accréditer l'idée d'un complot international contre le pouvoir baasiste, et discréditer d'autant les islamophiles français dont le chef de file le plus en vue n'est autre que François Burgat Burka. Gageons que l'ancien résident français à Damas saura théoriser une nouvelle tortuosité intellectuelle pour justifier cette double imposture, celle de Khaled Khojja et la sienne propre.

Mohamad Allouche recyclé dans la restauration haut de gamme en Turquie.

Un autre chef de l'opposition pétromoarchique Mohamd Allouche, qui présida un temps l'opposition pro-saoudienne aux négociations internationales de Genève sur la Syrie, ancien chef de Jaych Al Islam, (Armée de l'Islam) (2012-2015), qui contrôlait le secteur d'Al Ghoutta, dans la banlieue de Damas, exhortant ses troupes à combattre jusqu'à la mort pour ne pas céder du terrain, s'est métamorphosé à la veille du nouvel an 2020, en prospère restaurateur à Istanbul, inaugurant en grande pompe son luxueux restaurant de plusieurs étages d'une valeur de vingt millions de dollars pour une clientèle haut de gamme.

Des activistes des réseaux sociaux ont lancé un appel au boycott de ce restaurant, édifiés grâce au «prix du sang versé par les martyrs syriens». Un Autre de ses collègues de Jaych Al

Islam, Abou Hammam Al Boudani, s'est lui aussi recyclé en Turquie, devenant un entrepreneur dans le BTP.

Pour le locuteur arabophone, pour aller plus loin sur cette affaire [cf. ce lien](#)

La naissance d'un parti rival pourrait faire perdre quelques points précieux à l'AKP, qui a déjà perdu sa majorité absolue aux élections législatives organisées il y a un peu plus d'un an, obligeant Erdogan à s'allier à l'extrême droite nationaliste.

## **5 - LES RECOMMANDATIONS D'AHMED DAUD OGLO**

Intitulé «Recommandations pour le sauvetage» du régime, le document a été publié par le site en ligne «Ar Rai Al Yom». «Ar Rai Al Yom», site de l'influent journaliste arabe Abdel Bari Atwane, a comparé la démarche d'Ahmed Daoud Oglo à celle de Kutchi Mohamad au Sultan Murad IV.

Pour le locuteur arabophone, [cf. ce lien](#)

Ahmed Daoud Oglo considère que le régime présidentiel instauré en Turquie à la suite du coup d'état manqué, en 2015, a provoqué une polarisation de l'opinion et desservi le parti.

Il recommande de reconsidérer le système et déplore que la presse en Turquie soit réduite à une fonction de «caisse de résonance» du gouvernement.

Dans une allusion à peine voilée au népotisme du président Erdogan et à sa duplicité dans le combat contre «l'organisation terroriste Fathallah Gulen», M. Daoud Oglo déplore que le régime néo islamiste se soit «écarté de nos valeurs et de nos principes».

En fait, Daoud Oglo a exprimé publiquement ce que bon nombre de dirigeants turcs pensent en privé. Par ses responsabilités antérieures, Daoud Oglo dispose d'une solide expérience dans les domaines de l'économie, de la diplomatie, de la sociologie et des relations internationales et ses propos pèsent d'un poids certain dans le débat interne turc.

En préambule, Daoud Oglo précise avoir fait part oralement de ses recommandations au président Erdogan, soucieux que ses propos ne soient pas exploités par les adversaires du régime. Toutefois, les résultats des élections du 31 Mars 2019 l'ont incité à en rendre compte à l'opinion publique «dans l'intérêt du régime et du pays».

Le document de 15 pages, de haute tenue universitaire, contient les principaux points suivants:

- Nous sommes écartés de nos valeurs et de nos principes.
- L'usage des réseaux sociaux dans les campagnes électorales a eu des effets néfastes sur notre parti.
- La présence au sein du parti d'un groupe en mesure de contraindre à la démission d'élus du peuple a été contre productif, infligeant de dégâts considérables au parti. Pire, le groupe s'est considéré comme au dessus des instances du parti, agissant en tant que structure parallèle aux organes officiels.
- Le nouveau régime présidentiel, instauré par Le président Erdogan, à la suite de la tentative de coup d'état, en 2015, a provoqué une polarisation de l'opinion. Il importe de reconsidérer ce système.
- La crise en résulte pas de la perte de confiance envers l'économie, mais de la

perte de confiance à l'égard de la politique économique.

((NDLR A propos de l'économie turque: fuite des cerveaux et des touristes.

Le nombre de faillites a augmenté de 37% en 2017, et même de 120% dans le secteur du bâtiment-travaux publics. L'environnement des affaires est devenu imprévisible depuis le coup d'Etat raté de 2016 contre Erdogan.

La répression s'est traduite par l'arrestation de 60.000 personnes, quelque 150.000 autres ont été suspendues ou licenciées dans l'appareil administratif, éducatif et sécuritaire. Dans cette atmosphère devenue irrespirable, la fuite des cerveaux s'est accélérée. Dans les années 1960, les classes populaires quittaient en masse le pays pour s'installer en Allemagne.

Désormais, ce sont les intellectuels libéraux et les possédants qui cherchent à s'exiler. « L'AKP de Recep Erdogan est en train d'infliger de graves dommages à long terme à l'économie turque, affirme l'économiste turco-américain Timur Kuran, professeur à la Duke University de Caroline du Nord. La corruption est en augmentation, la qualité de l'éducation en chute libre, les tribunaux outrageusement politisés. »

A la répression politique su superpose, la dégradation des relations avec l'Europe: l'Allemagne a reconnu en 2016 le génocide arménien et la France a décrété en 2019 le 24 avril date commémorative du génocide arménien.

Sous l'égide de l'AKP, au pouvoir depuis 2002, le rêve démocratique de la Turquie a dérivé vers un cauchemar autoritariste. Fin de la note))

L'accord conclu entre le PJD et le mouvement national turc a causé de graves dégâts au parti et au gouvernement. En prévision des élections législatives de 2018, une Alliance populaire (en turc: Cumhur İttifakı) a été constituée, une coalition électorale entre le Parti de la Justice et du développement (AKP) et le Parti d'Action Nationaliste (MHP) pour soutenir l'élection de Recep Tayyip Erdogan à la présidence de la République. Ces deux partis ont été rejoints par le Parti de la Grande Unité (BBP).

- Respecter les hommes dont les opinions sont contraires à ceux du gouvernement.

(NDLR- M. Daoud Oglo semble faire référence au cas de Selahattin Demirtas, figure de proue de l'opposition de la gauche démocratique turque, placé en garde à vue par les autorités turques, dans la nuit du 3 au 4 novembre 2016, au cours d'un vaste coup de filet contre le Parti Démocratique des Peuples (HDP), portant sur onze membres de cette formation représentant majoritairement les Kurdes de Turquie. (Fin de la note).

- Proscrire la désignation de proches dans la hiérarchie administrative. Daoud Oglo fait ainsi allusion au ministre des finances du gouvernement, gendre d'Erdogan, et à la propre fille du président, qui fait office de conseiller de son père présidentiel). La presse est réduite à un rôle de caisse de résonance du gouvernement.
- La titularisation au sein de la fonction publique doit se faire en fonction de la compétence. L'embauche selon des critères répondant à d'autres considérations, a causé de graves dégâts à la hiérarchie administrative.

- La duplicité dans le combat contre l'organisation «terroriste» Fethullah Gulen:

Ménager des proches de Gulen, d'une part, en les désignant à des postes sensibles, sans la compétence requise, tout en écartant, pour les mêmes raisons, et sans ménagement, des fonctions subalternes des sympathisants de Gulen, a affaibli votre crédibilité.

La règle cardinale en la matière est la souveraineté de la loi et sa stricte application.

En conclusion, Ahmad Doud Oglo estime que «si les recommandations n'étaient pas prises en considération, le grand perdant ne sera pas le président Erdogan ou le PJD, mais la Turquie et le peuple turc. Les deux véritables perdants», souligne-t-il.

Le revers militaire infligé aux groupements terroristes dans le sud d'Idlib, fin Décembre 2019, tout comme la perte du sanctuaire djihadiste de Khan Cheikhoun, en Août 2019, coïncidant avec le 1<sup>er</sup> anniversaire de l'intervention turque dans le nord de la Syrie sous le nom de code de «bouclier de l'Euphrate», comme auparavant Alep Est, confirment ainsi le fait que la Turquie est certes une puissance régionale incontournable, mais aux capacités limitées.....avec en perspective les aléas militaires de son occupation du Nord de la Syrie et la menace d'une guérilla anti turque et anti américaine brandie par le président syrien Bachar Al Assad en vue de déloger ce qu'il considère être des envahisseurs, convoitant le pétrole de Syrie.

#### **6 -DOUBLE OBJECTIF SOUS-JACENT DE LA TURQUIE: ACCÈS AU PÉTROLE DE SYRIE ET CONSTITUTION D'UN LEVIER DJIHADISTE DANS LA RÉGION FRONTALIÈRE SYRO-TURQUE.**

La plus importante aventure militaire de la Turquie paraît lourde de périls et d'incertitudes. Déclenchée en 2011, elle devait s'achever en quelques semaines. Elle dure depuis neuf ans, sans qu'il soit possible d'en prévoir la fin. A titre d'exemple, la guerre d'Afghanistan déclenchée en 2001, dure, elle, depuis dix huit ans.

Au début de la guerre, le président Erdogan s'était promis d'aller prier à la mosquée des Ommeyyades à Damas, pour célébrer sa victoire, et voilà que les troupes gouvernementales syriennes se déploient à nouveau, après neuf ans d'absence, à la frontière syro-turque, particulièrement dans la région des trois frontières (Irak, Syrie, Turquie). Mieux, la Russie a édifié une nouvelle base militaire dans le secteur, à Qamichli, et pris la relève des Américains dans leurs anciennes bases de Minbej et d'Ain el Arab, en vue de sécuriser ses acquis.

Symptomatique des craquelures de l'OTAN, au début de la guerre de Syrie, en 2011, le «Groupe des Amis de la Syrie» comptait 120 membres, incluant la totalité des membres de l'alliance atlantique. En 2019, la Task Force navale chargée de protéger la navigation dans le Golfe, face à l'Iran, en regroupait infiniment moins, boudée par la France et l'Allemagne et par trois pétromonarchies (Sultanat d'Oman, Qatar et le Koweït, ce dernier pourtant redevable de la libération par les Etats Unis), mais avec la participation inattendue de l'Albanie, nullement réputée pour être une puissance maritime terrifiante, mais dont la présence folklorique est surtout destinée à faire nombre

L'invasion turque du Nord de la Syrie visait un double objectif sous jacent: l'accès aux ressources pétrolières du pays et la modification démographique de la région frontalière en vue d'en faire un levier djihadiste au service de la Turquie.

La Turquie au seuil de l'an 2020 fait face à une manœuvre d'encerclement de la quasi totalité des protagonistes de la guerre de Syrie qui ont pâti de son comportement: En Syrie, face à la Russie et le pouvoir syrien, contre le repaire terroriste d'Idlib; en Libye, contre les islamistes anciens pupilles de l'Otan.

Signe prémonitoire, six principaux dirigeants militaires syriens jadis alliés de la Turquie ont démissionné de leurs postes après le feu vert parlementaire donné à Ankara pour l'envoi des miliciens islamistes syriens en Libye.

Parmi les démissionnaires figurent le Général Salim Idriss, chef de l'armée nationale syrienne (opposition pétromonarchique), le colonel Adnane Al Ahmad, adjoint au chef d'état major, Colonel Fadl Al Hajji, chef du Front de Libération nationale, Jaber Ali Bacha, chef d'Ahrar AS Sham, Abou Issa As Sheikh, chef des Sokkours As Sham, Abou Saleh At Tahhan, chef du Jaych Al Ahrar.

Sur ce lien, les démissionnaires [cf. ce lien](#)

Objet de toute les attentions au début de la guerre de Syrie, la Turquie ne dispose plus désormais que d'un allié fiable, le Qatar. Au terme de neuf ans de guerre, loin d'être une promenade de santé, l'aventure turque pourrait se révéler un cadeau empoisonné, face à un «Otan en état de coma cérébral» et une «Union Européenne au bord du précipice», selon le constat du président Emmanuel Macron. Un pari risqué pour le président Erdogan face aux alliés résolus du président syrien Bachar Al Assad -la Russie et l'Iran-, nouveaux maîtres du jeu régional.

René Naba

Illustration en vedette : Capture d'écran. Erdogan annonce le début du déploiement de soldats turcs en Libye - RTS - Le Journal horaire / 19 sec.

La source originale de cet article est [madaniya.info](http://madaniya.info)

Copyright © [René Naba](#), [madaniya.info](http://madaniya.info), 2020

Articles Par : [René Naba](#)

### A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bognoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan),

“Hariri, de père en fils, hommes d’affaires, premiers ministres (Harmattan), “Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David” (Bachari), “Média et Démocratie, la captation de l’imaginaire un enjeu du XXI<sup>me</sup> siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l’Institut Scandinave des Droits de l’Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l’Association d’amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l’Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l’Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)